



LE 20 AVRIL 2017 : MOBILISONS NOUS TOUS DEVANT LA DAP

La commission Nationale Outre-Mer de FO Pénitentiaire dresse un constat alarmant sur la dégradation des droits des Personnels Pénitentiaires ultramarins exerçant en métropole et sur les conditions de travail des Personnels Pénitentiaires exerçant en Outre-mer.

Malgré les cris de joie et de satisfaction de M. URVOAS, la situation sociale est explosive !

Une gestion dégradante, humiliante des congés bonifiés. Les droits des agents sont bafoués en toute impunité (Incitation à refuser les congés bonifiés ou à diminuer les droits à 65 jours) ! Refus de période et de report malgré des raisons médicales graves (Enfant handicapé à 100 % à Villeneuve on refuse un report à l'agent !) Honteux, Raciste ? Esclavagiste ? ...La liste est non exhaustive !!

Discriminations et stigmatisations autour de ce droit spécifique notamment pour l'attribution de certains postes et fonctions : c'est le retour à la traite « Négrière » !

Discriminations structurelles sans précédent dans les départements et territoires d'outre-mer (ERIS, ESP, UHSI, UHSA, PREJ, CNE, EPM, QSL, QPS, EQUIPE, CYNOTECHNIQUE...).

Parc immobilier vétuste et (Saint-Pierre, Basse-Terre, Nouméa)

Suppression d'emplois budgétaires, non remplacement des départs en retraite : c'est la saignée dans les établissements en outre-mer !

Risques psychosociaux importants, de nombreuses tentatives ou suicides !

Les prisons ultramarines sont sur le point d'exploser : l'insécurité se conjugue avec absentéisme et démotivation. Les fouilles organisées actuellement sont le signe d'une tension palpable dans les détentions, (émeutes, mutineries).

Oui à une politique courageuse et ambitieuse pour l'outre-mer !

Lors de la manifestation nationale à Fresnes en mai 2016, **La commission Nationale Outre-Mer de FO Pénitentiaire** avait réclamé la mise en place d'un groupe de travail avec les SYNDICATS autour des problématiques des congés bonifiés. **DAP et Ministère campent sur leur MEPRIS : Rien à foutre des congés bonifiés et de l'OUTRE-MER !**

TOURISME POLITIQUE et PENITENTIAIRE sous les cocotiers !

Malgré la loi du 20 avril 2016 relative à la prise en compte des CIMM pour les mutations des fonctionnaires originaires des Régions Ultramarines et pour les créations d'emplois l'administration continue d'appliquer le « colonialisme administratif » en Polynésie et en Nouvelle-Calédonie : **Inadmissible !!**

Nous réclamons l'application immédiate et générale du CIMM pour tous les corps de l'administration Pénitentiaire sans distinction de grade.

L'administration pénitentiaire entretient la DIVISION des Personnels pour répondre à des exigences et équations purement comptables : refusons cette posture SOYONS tous SOLIDAIRE !

Alors, **TOUS le 20 AVRIL 2017 à partir de 11H00** devant les portes de la DAP afin de manifester notre colère et notre désarroi, l'administration a assez joué avec nos droits.

REAGISSONS Ensemble et Unis face à tant d'INJUSTICES !

Le 26 Mars 2017